



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(13 mai 1966 – 13 mai 1967)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-TROISIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NATIONS UNIES

272 (XII) - RESTRICTIONS AU COMMERCE FONDÉES SUR LA NOTION
DE PERTURBATION DU MARCHÉ

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte de l'importance que revêt pour la région l'exportation d'articles manufacturés et semi-finis aux fins d'établir une nouvelle division internationale du travail qui permette aux pays en voie de développement de participer d'une manière plus équitable à l'accroissement de la richesse mondiale,

Considérant que l'on ne peut atteindre cet objectif qu'en augmentant la participation des pays en voie de développement aux exportations d'articles manufacturés et semi-finis,

Constatant que l'application de restrictions quantitatives ou d'autres mesures d'un effet équivalant aux importations d'articles manufacturés et semi-finis présentant un intérêt pour les pays d'Amérique latine, sur la base de l'interprétation unilatérale de la notion de perturbation du marché, constitue un facteur de découragement pour les industries de la région en restreignant les possibilités effectives d'exportation ou la continuité nécessaire et la stabilité croissante de celles-ci,

Estimant qu'il est urgent de limiter le recours à cette pratique et de fixer des critères objectifs qui soient applicables pour identifier les situations où il existe une perturbation effective du marché due aux importations en provenance de pays en voie de développement,

1. Recommande que, dans chaque cas, l'existence ou la non-existence d'une perturbation du marché dans tel ou tel pays développé du fait des exportations de pays en voie de développement soit déterminée au moyen de consultations multilatérales au lieu de la simple déclaration unilatérale du pays développé en question;

2. Recommande que, dans les cas où l'on reconnaît la nécessité d'imposer des restrictions quantitatives ou autres mesures limitatives, celles-ci aient un caractère temporaire et soient levées progressivement dans un délai maximum préétabli à la suite des consultations visées au paragraphe 1;

3. Prie le secrétariat de la Commission, sans préjudice de l'application immédiate des recommandations qui précèdent, d'effectuer une étude pour déterminer les critères objectifs qui, une fois acceptés par les gouvernements en cause, devront être employés pour déterminer l'existence de situations de perturbation de marché causées dans les pays développés par l'importation de marchandises provenant de pays en voie de développement.

11 mai 1967.